



MAR 28 2019

L'honorable Robert Gauvin, M.A.L.
Ministre responsable de la Francophonie
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Place Marysville
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous informer qu'une contribution au montant de 7 050 000 \$ a été approuvée pour la période de 2018-2019 à 2022-2023 afin d'appuyer le gouvernement du Nouveau-Brunswick dans la mise en œuvre de son plan stratégique de l'*Entente Canada-Nouveau-Brunswick relative aux services en français 2018-2019 à 2022-2023*.

Cette contribution s'inscrit dans le cadre de l'engagement à long terme du gouvernement du Canada d'appuyer financièrement le gouvernement du Nouveau-Brunswick afin qu'il fournisse des services provinciaux et municipaux, autres que l'éducation, dans la langue de la communauté de langue officielle en situation minoritaire.

Vous noterez que j'ai signé les quatre (4) exemplaires ci-joints de l'Entente. Je vous invite à les contresigner et nous retourner, dans les plus brefs délais, un exemplaire en français et un exemplaire en anglais à l'adresse suivante :

Direction générale des langues officielles
Ministère du Patrimoine canadien
15, rue Eddy, 7^e étage
Gatineau (Québec)
K1A 0M5

J'aimerais vous préciser que les versements seront effectués selon les modalités prévues dans l'Entente.

.../2

Canada

**ENTENTE CANADA–NOUVEAU-BRUNSWICK
RELATIVE AUX SERVICES EN FRANÇAIS
2018-2019 À 2022-2023**

LA PRÉSENTE ENTENTE a été conclue en français et en anglais
ce 28^e jour de mars 2019,

ENTRE : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, ci-après appelée
« Canada », représentée par la ministre de la Francophonie,

ET : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE LA PROVINCE, ci-après appelée
« Nouveau-Brunswick », représentée par le vice-premier ministre, ministre du
Tourisme, du Patrimoine et de la Culture et ministre responsable de la Francophonie.

ATTENDU QUE le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada, telles que reconnues dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et dans la *Loi sur les langues officielles* (Canada), et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU QUE la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick réaffirme les droits des citoyens du Nouveau-Brunswick de communiquer avec les institutions de la législature ou du gouvernement de la province et d'en obtenir des services dans la langue officielle de leur choix et d'utiliser la langue officielle de leur choix devant les tribunaux de la province;

ATTENDU QUE le Nouveau-Brunswick, conformément à sa *Loi sur les langues officielles*, vise à offrir des services de qualité égale dans les deux langues officielles de la province, soit en améliorant les services existants, ou en établissant de nouveaux services dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE les gouvernements provinciaux et territoriaux membres de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, se sont engagés en juillet 2018 à continuer d'explorer les meilleures pratiques pour offrir davantage de renseignements et de services gouvernementaux en français au grand public, en partenariat avec le gouvernement du Canada, d'ici le 31 décembre 2021;

ATTENDU QUE la *Charte canadienne des droits et libertés* confirme, en matière de langues officielles, le pouvoir de la législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick de favoriser la progression vers l'égalité de statut, des droits et des privilèges qui y sont énoncés;

ATTENDU QUE le Nouveau-Brunswick est unique au Canada dans le statut qu'il accorde aux deux langues officielles en vertu de sa *Loi sur les langues officielles* et de sa *Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles*;

ATTENDU QUE le Nouveau-Brunswick désire affirmer et protéger dans ses lois l'égalité de statut et l'égalité des droits et privilèges des communautés linguistiques officielles;

ATTENDU QUE le Canada, dans le cadre de sa *Loi sur les langues officielles* et de sa politique des langues officielles, coopère avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et avec les organismes et les institutions au Canada pour favoriser l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais et pour promouvoir le développement des communautés de langue officielle et assurer leur participation entière à la société canadienne;

ATTENDU QUE le ministère du Patrimoine canadien a le mandat de coopérer, au nom du gouvernement du Canada, avec les gouvernements provinciaux et territoriaux à promouvoir l'usage et la reconnaissance pleine et entière du français et de l'anglais au sein de la société canadienne et à appuyer l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada, ainsi que d'encourager la concertation entre les institutions fédérales dans le but d'atteindre ces objectifs;

ATTENDU QUE le Canada souhaite poursuivre sa collaboration avec les provinces et les territoires en matière de services dans la langue de la minorité;

ET ATTENDU QUE le Canada et le Nouveau-Brunswick souhaitent, par la présente entente, établir un cadre général pour la planification et la mise en œuvre de diverses mesures visant à appuyer le développement et l'épanouissement de la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick par le truchement de l'offre de services en français.

EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un cadre de collaboration pluriannuel entre le Canada et le Nouveau-Brunswick pour appuyer la planification et la prestation de services provinciaux et municipaux en français comme moyen de favoriser le développement et l'épanouissement de la communauté acadienne et francophone tel que décrit dans le plan stratégique provincial figurant à l'annexe B de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Sous réserve des dispositions de la présente entente, le Canada s'engage à assumer une partie des dépenses admissibles du Nouveau-Brunswick pour la mise en œuvre de son plan stratégique (annexe B).

3. PLAN STRATÉGIQUE

- 3.1 Le plan stratégique (annexe B) pluriannuel comprend un préambule qui décrit le contexte provincial, les enjeux sur lesquels le Nouveau-Brunswick entend agir, les priorités stratégiques, les progrès atteints au terme de l'entente précédente, les considérations et les objectifs pour la période de l'entente 2018-2019 à 2022-2023. Il comprend aussi une description du processus de consultation menée auprès des communautés francophones.

4. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

- 4.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien par la ministre fédérale des niveaux budgétaires courants et prévus jusqu'au 31 mars 2023 du programme Développement des communautés de langue officielle en vertu duquel cette entente est financée et des modalités et conditions administratives figurant à l'annexe A de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Nouveau-Brunswick pour la mise en œuvre de son plan stratégique (annexe B) aux fins décrites à l'article 1 de la présente entente, pour les cinq prochains exercices financiers (2018-2019 à 2022-2023), le moindre d'un montant maximal de sept millions cinquante mille dollars (7 050 000 \$) ou de 50 pour 100 du total des dépenses admissibles engagées pour chaque année ou :

Exercices financiers	Contributions
2018-2019	1 410 000 \$
2019-2020	1 410 000 \$
2020-2021	1 410 000 \$
2021-2022	1 410 000 \$
2022-2023	1 410 000 \$
Total	7 050 000 \$

- 4.2 Dans l'éventualité où des fonds additionnels à la contribution fédérale prévue au paragraphe 4.1 sont disponibles durant la durée de l'entente, celle-ci peut être modifiée en conséquence. Toute bonification de l'enveloppe financière du Canada sera conditionnelle à ce que le Nouveau-Brunswick fournisse une contribution financière équivalente ou supérieure à celle du Canada pour la réalisation de son plan stratégique (annexe B) révisé. Le Canada et le Nouveau-Brunswick s'entendront sur la mise à jour du plan stratégique (annexe B) afin de refléter les nouveaux investissements.
- 4.3 Pour chacun des exercices financiers visés par la présente entente, le Canada pourra contribuer financièrement au Nouveau-Brunswick, en sus des montants prévus au paragraphe 4.1 de la présente entente, à la réalisation de mesures ou de projets spéciaux proposés par le Nouveau-Brunswick, sous réserve de l'approbation de la ministre fédérale. Ces mesures et projets devront être consignés dans un document qui sera annexé au plan stratégique du Nouveau-Brunswick (annexe B) et en feront partie intégrante.

- 4.4 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du bureau du Conseil exécutif, le Nouveau-Brunswick s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes de son plan d'action (annexe B) de 2018-2019 à 2022-2023.
- 4.5 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada figurent à l'annexe A de la présente entente.
- 5. DÉPENSES ADMISSIBLES**
- 5.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pourront comprendre, entre autres, les dépenses liées à la planification, à l'étude, à la recherche, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités servant à l'exécution du plan stratégique du Nouveau-Brunswick (annexe B).
- 6. COORDINATION**
- 6.1 Le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent de se rencontrer à un moment convenu mutuellement avant la fin de chacun des exercices financiers visés par la présente entente, pour discuter des résultats et des activités menées dans le cadre de celle-ci. Les deux parties pourront alors, le cas échéant, convenir de modifications à apporter au plan stratégique (annexe B).
- 7. MESURES ET BUDGETS APPROUVÉS**
- 7.1 Le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent que les contributions mentionnées aux paragraphes 4.1 et 4.3 de la présente entente s'appliquent uniquement aux mesures décrites dans le plan stratégique (annexe B) du Nouveau-Brunswick, selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale prévue dans la présente entente.
- 8. PARTENARIAT**
- 8.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue d'établir un partenariat ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Nouveau-Brunswick.
- 9. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK**
- 9.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat ou de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.
- 10. DÉTENTEUR OU ANCIEN DÉTENTEUR DE CHARGE PUBLIQUE OU FONCTIONNAIRE À L'EMPLOI DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA**
- 10.1 Aucun fonctionnaire ou employé du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé. Aucun ancien titulaire de charge publique ou ancien fonctionnaire qui contrevient à la *Loi sur les conflits d'intérêts*, L.C. 2006, ch.9 ou au *Code de valeurs et d'éthique du secteur public* ne peut bénéficier d'un avantage direct résultant de la présente entente.
- 11. RESPONSABILITÉS DU CANADA ET DU NOUVEAU-BRUNSWICK**
- 11.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des pertes ou dommages matériels subis par le Nouveau-Brunswick ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Nouveau-Brunswick, à moins que ces blessures, pertes ou dommages ne soient imputables à la négligence, à une faute intentionnelle ou à la mauvaise foi du Canada, de la ministre fédérale ou de leurs employés, agents ou mandataires.

- 11.2 Le Nouveau-Brunswick ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des pertes ou dommages matériels subis par le Canada ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Canada, à moins que ces blessures, pertes ou dommages ne soient imputables à la négligence, à une faute intentionnelle ou à la mauvaise foi du Nouveau-Brunswick, du ministre provincial ou de leurs employés, agents ou mandataires.
- 11.3 Le Canada se dégage de toute responsabilité dans le cas où le Nouveau-Brunswick conclurait un prêt, un contrat de location-acquisition ou un autre contrat à long terme ayant trait au projet pour lequel la contribution est accordée dans la présente entente.

12. INDEMNISATION

- 12.1 Le Nouveau-Brunswick devra indemniser le Canada, la ministre fédérale ainsi que leurs employés, agents ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables au Nouveau-Brunswick ou à ses employés, agents ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.
- 12.2 Le Canada devra indemniser le Nouveau-Brunswick, le ministre provincial ainsi que leurs employés, agents ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables au Canada ou à ses employés, agents ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

13. RÈGLEMENT DE CONFLITS

- 13.1 En cas de différend découlant de la présente entente, les parties conviennent de tenter, de bonne foi, de régler le différend. Si les parties ne réussissent pas à le régler par la négociation, elles conviennent de recourir à la médiation. Les parties assumeront à parts égales les frais de médiation.

14. MANQUEMENTS AUX ENGAGEMENTS ET RECOURS

- 14.1 Les situations suivantes constituent des manquements aux engagements :
- 14.1.1 Le Nouveau-Brunswick, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, fait ou a fait, autrement que de bonne foi, une fausse déclaration ou une déclaration trompeuse au Canada; ou
- 14.1.2 Une des conditions ou un des engagements prévus dans la présente entente n'a pas été rempli; ou
- 14.1.3 Le Canada suspend ou retient sans raison valable les paiements de sa contribution sur des sommes déjà dues ou sur des paiements à venir.
- 14.2 En cas de manquements aux engagements, le Canada peut avoir recours aux mesures suivantes :
- 14.2.1 Réduire la contribution du Canada accordée au Nouveau-Brunswick et l'en informer;
- 14.2.2 Suspendre les paiements de la contribution du Canada à l'égard des sommes dues ou à verser ultérieurement; et
- 14.2.3 Résilier la présente entente et annuler immédiatement toute obligation financière en résultant.
- 14.3 En cas de manquements aux engagements, le Nouveau-Brunswick peut avoir recours aux mesures suivantes :
- 14.3.1 Suspendre une activité quelconque prévue dans le plan stratégique (annexe B); et
- 14.3.2 Résilier la présente entente et annuler immédiatement toute obligation financière en résultant.

- 14.4 Le fait que l'une des deux parties s'abstienne de recourir à une mesure qu'elle peut employer dans le cadre de la présente entente ne doit pas être considéré comme une renonciation à ce droit et, de plus, l'exercice partiel ou limité d'un droit qui lui est conféré ne l'empêchera en aucun cas d'exercer ultérieurement tout autre droit ou d'appliquer toute autre mesure dans le cadre de la présente entente ou en vertu de toute loi applicable.

15. CESSION

- 15.1 La présente entente et les avantages en découlant ne peuvent être cédés que sur autorisation préalable écrite du Canada.

16. LOIS APPLICABLES

- 16.1 La présente entente doit être régie et interprétée conformément aux lois applicables au Nouveau-Brunswick.

17. COMMUNICATIONS

- 17.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Directrice, Opérations et coordination régionale
Direction générale des langues officielles
Ministère du Patrimoine canadien
15, rue Eddy, 7^e étage
Gatineau (Québec)
K1A 0M5

- 17.2 Toute communication destinée au Nouveau-Brunswick concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Directrice, Direction de la Francophonie canadienne et Langues officielles
Bureau du Conseil exécutif
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

- 17.3 Toute communication ainsi envoyée sera considérée comme ayant été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir à destination.

18. DURÉE

- 18.1 La présente entente lie le Nouveau-Brunswick et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2018 et se terminant le 31 mars 2023, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les mesures réalisées et les dépenses faites par le Nouveau-Brunswick dans l'exécution de son plan stratégique (annexe B).

19. MODIFICATION OU CESSATION

- 19.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.

20. CONTENU DE L'ENTENTE DE CONTRIBUTION

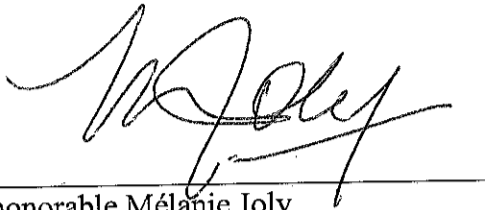
- 20.1 La présente entente, y compris les annexes ci-dessous mentionnées qui font partie intégrante de la présente entente et les modifications en bonne et due forme qui y seront apportées, constitue l'intégralité des engagements et des responsabilités convenus entre les parties. La présente entente prévaut sur tous les documents, les négociations, les ententes et les engagements antérieurs ou ultérieurs à ce sujet. Les deux parties reconnaissent en avoir pris connaissance et sont d'accord avec son contenu.

ANNEXE A – Modalités et conditions administratives
ANNEXE B – Plan stratégique

EN FOI DE QUOI, les parties en cause ont signé la présente entente à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

AU NOM DU NOUVEAU-BRUNSWICK



L'honorable Mélanie Joly
Ministre de la Francophonie



L'honorable Robert Gauvin
Vice-premier ministre
Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la
Culture
Ministre responsable de la Francophonie

Témoin

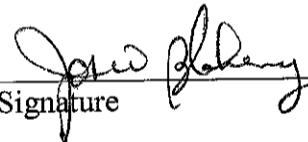
Témoin



Nom en caractères d'imprimerie



Nom en caractères d'imprimerie



Signature



Signature

MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

1.1 Plan stratégique

1.1.1 Les contributions du Canada au plan stratégique du Nouveau-Brunswick (annexe B) mentionnées au paragraphe 4.1 de la présente entente seront versées de la façon suivante :

- (a) un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour l'exercice financier 2018-2019 sera versé après la production du plan stratégique du Nouveau-Brunswick (annexe B) et la signature de la présente entente, et à condition que les exigences relatives aux versements précédents liés à l'*Entente Canada-Nouveau-Brunswick relative à la prestation de services en français 2014-2015 à 2017-2018* aient été remplies;
- (b) pour chaque exercice financier subséquent, un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé le ou vers le 15 avril après la production, si nécessaire, d'un plan stratégique (annexe B) mis à jour et à condition que les exigences relatives aux versements précédents aient été satisfaites;
- (c) pour les quatre premiers exercices financiers de la présente entente, un deuxième et dernier paiement anticipé n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) 1) d'un état financier provisoire démontrant les dépenses réelles faites par le Nouveau-Brunswick durant la période se terminant le 30 septembre de l'exercice financier en cours et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars du même exercice financier; ou
2) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé;
- (d) pour le dernier exercice financier, un deuxième et dernier paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé.

1.2 Projets spéciaux

La contribution du Canada au Nouveau-Brunswick pour les projets spéciaux mentionnés au paragraphe 5.3 de la présente entente sera versée selon la répartition suivante :

1.2.1 Pour les projets d'un an :

- (a) un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après l'approbation de la ministre fédérale;
- (b) un deuxième et dernier paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles faites par le Nouveau-Brunswick pour l'exercice financier visé.

1.2.2 Pour les projets pluriannuels :

- (a) un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour l'exercice financier en cours sera versé après l'approbation de la ministre fédérale;
- (b) pour les exercices financiers subséquents, un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour ces exercices financiers sera versé le ou vers le 15 avril à condition que les exigences relatives aux versements précédents aient été satisfaites;
- (c) pour le premier exercice financier, un deuxième et dernier paiement anticipé n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production d'un état financier provisoire démontrant les dépenses réelles faites par le Nouveau-Brunswick durant la période se terminant le 30 septembre de l'exercice financier en cours et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars du même exercice financier;
- (d) pour chaque exercice financier subséquent, sauf pour la dernière année, un deuxième et dernier paiement anticipé n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) 1) d'un état financier provisoire démontrant les dépenses réelles faites par le Nouveau-Brunswick durant la période se terminant le 30 septembre de l'exercice financier en cours et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars du même exercice financier; ou
2) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé;
- (e) pour le dernier exercice financier, un deuxième et dernier paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé.

1.3 Prévision des dépenses avant le 31 mars

Le Nouveau-Brunswick accepte de fournir au Canada, avant le 31 mars de chaque année, la confirmation que les dépenses prévues pour l'exercice financier en cours sont bel et bien engagées en conformité avec les modalités de la présente entente. Le formulaire d'attestation, qui sera fourni par Patrimoine canadien, sera signé par une personne dûment autorisée par le Nouveau-Brunswick.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Nouveau-Brunswick peut transférer des fonds entre les mesures d'un même objectif stratégique du plan stratégique (annexe B).
- 2.2 Le Nouveau-Brunswick peut transférer des fonds entre les objectifs stratégiques du plan stratégique (annexe B) si aucun des objectifs affectés par le(s) transfert(s) ne fait l'objet d'une augmentation ou d'une diminution excédant 15 pour 100 du montant de la contribution annuelle alloué à chacun d'entre eux.

- 2.3 Le Canada et le Nouveau-Brunswick peuvent convenir par écrit, au plus tard le 15 février de l'exercice financier visé, de transférer des fonds entre les objectifs stratégiques du plan stratégique (annexe B) si au moins un objectif affecté par le(s) transfert(s) fait l'objet d'une augmentation ou d'une diminution excédant 15 pour 100 du montant de la contribution annuelle alloué à chacun d'entre eux.
- 2.4 Le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent que les transferts visés aux paragraphes 2.1, 2.2 et 2.3 ne devront pas remettre en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan stratégique (annexe B).
- 2.5 Le Nouveau-Brunswick convient de ne faire aucun transfert entre les fonds prévus au paragraphe 4.1 de la présente entente pour le plan stratégique (annexe B) du Nouveau-Brunswick et les contributions prévues pour les projets spéciaux et accordées par le Canada dans le cadre des dispositions prévues au paragraphe 4.3 de la présente entente.

3. ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS SUR LES RÉSULTATS

- 3.1 Les états financiers provisoires et les rapports finaux sur les résultats et les dépenses réelles sont approuvés par une personne dûment autorisée du Nouveau-Brunswick. Le Nouveau-Brunswick fournit les états financiers provisoires et les rapports finaux en utilisant les gabarits fournis par le ministère du Patrimoine canadien. Le Canada et le Nouveau-Brunswick tiendront d'autres discussions si des clarifications ou des renseignements supplémentaires sont demandés.
- 3.2 Il est convenu que dans les six (6) mois suivant la fin de chaque exercice financier de la présente entente, le Nouveau-Brunswick fournit au Canada un rapport final sur les résultats de chaque exercice financier, en fonction des mesures, indicateurs de rendement, cibles et résultats prévus dans le plan stratégique (annexe B), et sur les dépenses réelles.
- 3.3 Les états financiers présentent de façon distincte le budget établi pour chacune des mesures prévues dans le plan stratégique (annexe B), les contributions fédérale et provinciale et, pour chacune des mesures, toutes les dépenses engagées par le Nouveau-Brunswick, y compris celles engagées avant la signature de la présente entente. Les états financiers seront préparés selon les principes comptables généralement reconnus.
- 3.4 Dans le cadre de la présente entente, le Nouveau-Brunswick convient de tenir à jour des comptes et des documents en bonne et due forme, conformément aux normes provinciales en matière de gestion des dossiers.

4. RAPPORTS NATIONAUX SUR LES RÉSULTATS

- 4.1 Le Canada se réserve le droit de produire et de publier un rapport national sur les pratiques exemplaires et les progrès réalisés dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle.
- 4.2 Le Canada convient de consulter le Nouveau-Brunswick par le truchement du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne pour le développement et le calendrier de production du rapport.
- 4.3 Le Canada convient de consulter le Nouveau-Brunswick pour convenir de la teneur des éléments du rapport national qui lui sont propre.

5. INFORMATION AU PUBLIC

- 5.1 Le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent que les textes de la présente entente et ses annexes seront mis à la disposition du public canadien.
- 5.2 Le Nouveau-Brunswick convient de mettre à la disposition du public des copies du rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles dans le cadre de la présente entente. Pour ce faire, les personnes intéressées peuvent communiquer avec le Nouveau-Brunswick conformément aux dispositions du paragraphe 17.2 de la présente entente.

- 5.3 Le Nouveau-Brunswick accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les mesures pour lesquelles le Canada aura fourni une contribution financière. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les discours, les communiqués de presse, les annonces publiques, les sites internet, les médias sociaux et les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux. Le Nouveau-Brunswick accepte de fournir au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.
- 5.4 Le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent de partager, au moment de sa publication, tout rapport public sur les services en français qui pourrait être produit, lequel serait utilisé à titre d'information complémentaire.
- 5.5 Le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent que, dans le cadre de la présente entente, les communications et les publications destinées au public seront disponibles dans les deux langues officielles.

6. EXCÉDENT

- 6.1 Les parties conviennent que si les paiements versés au Nouveau-Brunswick, conformément à la présente entente, dépassent les montants auxquels le Nouveau-Brunswick a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire un montant équivalent de ses contributions ultérieures au Nouveau-Brunswick.

7. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 7.1 Dans l'éventualité où une vérification financière s'avérerait nécessaire au cours d'une période allant jusqu'à cinq (5) ans après la fin de la présente entente, le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent qu'elle serait menée par le vérificateur général du Nouveau-Brunswick.

8. ÉVALUATION

- 8.1 Le Nouveau-Brunswick est responsable de l'évaluation des mesures financées dans le cadre de la présente entente et doit déterminer l'étendue de l'évaluation, de même que la méthode et la marche à suivre. Le Nouveau-Brunswick doit fournir au Canada un rapport sur les mesures évaluées.
- 8.2 Le Canada est responsable de l'évaluation du programme Développement des communautés de langue officielle. Des renseignements pertinents à cette évaluation seront puisés des rapports annuels sur les résultats produits par le Nouveau-Brunswick.
- 8.3 Le Canada et le Nouveau-Brunswick peuvent convenir de procéder conjointement à une évaluation, globale ou partielle, des mesures financées dans le cadre de la présente entente; le cas échéant, les parties financeront l'évaluation en conformité avec les modalités de partage de coûts prévues au paragraphe 4.1 de la présente entente.

9. CONSULTATIONS

- 9.1 Le Nouveau-Brunswick mène des consultations auprès de la communauté francophone et indique dans le préambule de son plan stratégique (annexe B) le degré de participation de celle-ci dans l'élaboration de leur stratégie globale et dans la préparation du plan. S'il y a des modifications au plan stratégique au cours du cycle de l'entente, la province peut consulter la communauté francophone afin de s'assurer que les modifications répondent à leurs priorités.

Je suis heureuse de la conclusion de cette entente par nos gouvernements respectifs. Je suis convaincue qu'elle contribuera vivement à l'essor de la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick et qu'elle favorisera une meilleure appréciation de l'importance des deux langues officielles au Canada.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Joly', written in a cursive style.

L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée

P.j.